

La Bourse ou nos vies ?

Avec le projet de loi « travail », les actionnaires et les patrons vont bénéficier de nouveaux droits. Au nom de la compétitivité et des profits, les salarié.e.s, les précaires et les jeunes, eux, vont subir un véritable choc d'insécurité sociale. C'est le retrait définitif de ce projet que nous exigeons tous ensemble les 9 et 31 mars, partout et jusqu'au bout.

Horaires allongés pour les salarié.e.s et les apprenti.e.s, licenciements facilités, médecine du travail dépecée, chantage à l'emploi généralisé par les accords et référendums d'entreprise... : le gouvernement déploie les grands moyens pour renforcer le pouvoir des employeurs et la précarité du travail.

CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), pacte de responsabilité... depuis trois ans, François Hollande a multiplié les cadeaux fiscaux aux entreprises. Les profits et les dividendes ont gonflé, notamment pour le CAC 40. Mais, ni l'investissement ni l'emploi ne sont repartis.

Devant ce ratage total, le même Medef et les mêmes experts qui fustigeaient le coût du travail nous expliquent que le vrai problème est en fait le code du travail. Les patrons n'oseraient pas prendre le risque d'embaucher par crainte des règles qui les empêchent de baisser les salaires ou de licencier selon leur bon vouloir.

Il s'agit d'une pure tromperie : l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) elle-même l'a constaté dans plusieurs études, faciliter les licenciements n'augmente pas le niveau de l'emploi. Cela facilite... les licenciements ! Surtout en période de crise comme aujourd'hui. Au prétexte de créer des emplois, cette loi de précarité tout au service des actionnaires ne fera à court terme qu'aggraver le chômage.

En fait de « démocratie sociale », c'est la loi de la jungle qu'on organise : avec la priorité donnée aux accords d'entreprise et aux référendums, les employeurs pourront mettre le couteau au chômage sous la gorge des salariés pour leur faire accepter des salaires réduits et/ou des horaires de travail augmentés. Les syndicats eux-mêmes seront durablement affaiblis.

Mais la société commence à se soulever, comme le montrent les plus d'un million de signataires de la pétition « Loi travail : non merci », le succès du hashtag #OnVautMieuxQueCa et les mobilisations qui montent partout en France. François Hollande et son gouvernement vont enfin être confrontés à la contestation qu'ils méritent.

Une épreuve de force se dessine : en plaçant l'expérimentation démocratique au cœur de notre mouvement, nous pouvons stopper les régressions sociales et politiques. C'est le moment !



Attac est une association qui milite pour la justice sociale et environnementale et conteste radicalement le pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature.

Attac sur les réseaux sociaux :
[facebook.com/attacfr](https://www.facebook.com/attacfr) - @attac_fr



Attac mène des actions pour favoriser le développement d'alternatives et pour mettre sous contrôle citoyen les banques et multinationales prédatrices.

Pour nous soutenir ou adhérer :
france.attac.org - attacfr@attac.org